



SOCIETAT CIVIL  
CATALANA



MÉMORANDUM  
DE SOCIETAT  
CIVIL CATALANA



MAI  
2014

# MÉMORANDUM

*L'Association Societat Civil Catalana veut transmettre au corps diplomatique accrédité en Espagne et à toute l'opinion publique espagnole et internationale sa position à propos du processus sécessionniste.*

## 1. LE PROCESSUS N'A PAS DE LÉGITIMITÉ DEMOCRATIQUE

Le gouvernement catalan, la Generalitat, veut faire croire que le processus sécessionniste signifie la lutte de la Catalogne pour sa liberté, et que toute la Catalogne est favorable au soi-disant « droit à décider » et à l'indépendance. La réalité est très différente. Le 8 avril dernier, le Congrès des Députés a voté la proposition de loi du Parlement de Catalogne pour transférer au gouvernement de la Generalitat la compétence pour convoquer une consultation sur la sécession. Elle fut uniquement soutenue par 47 des 350 députés, et plus de la moitié des élus dans des circonscriptions catalanes votèrent « non ».

Au long des dernières 40 années, l'option indépendantiste a toujours été très minoritaire. Cependant, l'actuel gouvernement de la Generalitat a utilisé la terrible crise qui s'abat sur le sud de l'Europe pour essayer de faire augmenter sa base sociale. Avec cet objectif, il a utilisé de façon illégitime les médias publics et privés subventionnés, a financé la mobilisation des masses en faveur de la sécession, et a encouragé des entités sportives, culturelles, syndicales, etc. à s'unir au mouvement. Il a également subventionné des groupes de pression pour réaliser des campagnes en faveur de la sécession adressées aux gouvernements étrangers et aux médias internationaux. L'objectif ultime de ces mouvements était la diffusion d'un triple message: les justifications de l'indépendance sont énormes, les conséquences inexistantes, et son arrivée inévitable. Un message rabâcheur qui se répète jour et nuit. Malheureusement, dans une région européenne qui a d'autres priorités objectives (un chômage très élevé, une énorme dette extérieure et de très pauvres résultats en éducation), on gaspille des grandes sommes d'argent, qui proviennent de tous les contribuables, pour essayer de changer l'avis de la population avec des arguments qui mélangent des demi-vérités avec des exagérations, ou tout simplement, avec des mensonges délibérés.



## 2. LE PROCESSUS N'EST NI TRANSPARENT NI HONNÊTE

Un processus d'une transcendance telle comme l'est la sécession d'un État exige une grande clarté dans les propositions. Et cette clarté ne se produit pas en Catalogne. Le président de la Generalitat, M. Artur Mas, et son gouvernement, ont mis en marche une campagne de propagande en faveur de l'indépendance, peu ou pas dissimulée, qui emploie des moyens publics pour convaincre la population uniquement des bénéfices apparents de la sécession, sans aucun compte-rendu, au nom de tous les catalans.

Un grand nombre d'institutions catalanes jouent avec une ambiguïté délibérée, qui mélange la réclamation directe de l'indépendance avec celle d'un vague « droit à décider » qui empêche la célébration d'un véritable débat à propos du processus et de ses effets. Finalement, la menace de ne pas respecter l'État de Droit si les prétentions ne sont pas satisfaites constitue un autre élément relevant et significatif.

À ce manque de transparence s'ajoute le fait que le débat est contaminé par des niveaux de manipulation très élevés. Ainsi, on assure –sans preuves juridiques– qu'une Catalogne indépendante serait toujours membre de l'Union Européenne, ou bien qu'une légalité catalane, séparée de l'espagnole et du droit international, serait possible. Un dernier aspect non négligeable est le fait qu'un processus de sécession unilatérale signifie, par définition, la rupture de la légalité en vigueur, ce qui menacerait gravement la protection des droits et des libertés individuels reconnus par la législation locale, ainsi qu'internationale.

## 3. LE PROCESSUS N'EST PAS JUSTIFIÉ

Les arguments défendus par le gouvernement de la Generalitat et les forces souverainistes à fin de justifier l'indépendance sont exagérés, ou directement faux.

### **- Les droits historiques**

Contrairement au cas écossais, l'appel à la souveraineté catalane n'a pas de base historique. Le Royaume de Castille et le Royaume d'Aragon, dont la Principauté de Catalogne faisait part, sont unis depuis des siècles sans qu'aucune annexion territoriale ne se soit produite. Par la suite, la guerre qui eut lieu entre 1701 et 1715 fut un conflit d'ordre européen à propos de la succession de la Couronne espagnole. Une guerre à laquelle l'Angleterre, la



Hollande et le Saint-Empire romain germanique prirent une option dynastique, et la France, une autre. En Espagne, le conflit se transforma en guerre civile. Dans les royaumes de l'ancienne Couronne d'Aragon, il y avait, certes, beaucoup de partisans de l'archiduc Charles d'Autriche, mais les partisans de Philippe de Bourbon n'étaient pas non plus peu nombreux, ce qui fit que, lors du dramatique assaut final aux murailles de Barcelone, en 1714, les catalans étaient divisés parmi les deux factions. Aujourd'hui, on retourne à cette éphéméride pour diffuser une version falsifiée de l'histoire. On veut faire croire aux catalans que ce moment supposa la perte de « l'État propre », et le début d'une période de 300 ans d'offenses prolongées de l'Espagne contre la Catalogne.

### ***- Les dommages fiscaux***

Les rapports à propos des transferts de ressources maximisent toujours les impôts payés en Catalogne, minimisent les services offerts par l'État, et utilisent des techniques très discutables pour obtenir comme résultat un déficit fiscal qui ne change jamais, le 8,5% du PIB. En réalité, ce chiffre est bien inférieur –et probablement, inférieur aussi aux transferts réalisés du Nord au Sud de l'Italie, ou des Länders les plus riches envers le reste de l'Allemagne–, et en tout cas, il varie notablement en fonction des cycles économiques. Une question parallèle est le financement des Communautés Autonomes, qui a été révisé plusieurs fois, toujours en leur bénéfice, et qui pourrait encore s'améliorer.

### ***- La sentence du Tribunal Constitutionnel***

La réforme du Statut catalan de 2006 fut un procès tortueux depuis le premier jour, et eut sans doute une fin aigre-douce. Le débat causa une énorme fatigue aux citoyens, dont seulement le 48,9% participa au référendum. Le contrôle de la constitutionnalité du Statut, qui se réalisa après son approbation aux urnes, introduisit un élément de distorsion. Malgré tout, il est vrai est que la sentence du Tribunal Constitutionnel sauva le Statut, puisque juridiquement, ses effets pratiques furent minces. Aujourd'hui, la Generalitat dispose, sans aucun doute, de plus d'autonomie qu'avant. Cependant, l'indépendantisme a fabriqué un récit qui présente la sentence du Constitutionnel comme une grave offense à la dignité des catalans.

### ***- La politique de réductions du Gouvernement Central***

Lors des présentes années de crise économique, la Catalogne –comme d'autres Communautés Autonomes du reste de l'Espagne– a subi des importantes réductions dans son welfare state qui touchent directement les citoyens, des réductions qui sont équivalentes



SOCIETAT CIVIL  
CATALANA



MÉMORANDUM  
DE SOCIETAT  
CIVIL CATALANA



MAI  
2014

à celles d'autres pays du sud de l'Europe. Cependant, la population catalane vit un acceptable degré de bien-être, malgré l'élevé taux de chômage et l'augmentation de la pauvreté. Il est injuste d'attribuer toute la responsabilité de l'importante dette de la Generalitat au Gouvernement Central ou aux effets de la crise : il y a une responsabilité directe de la gestion des différents cabinets catalans jusqu'à aujourd'hui.

### ***- Le manque d'investissements en infrastructures***

Un autre argument utilisé par l'indépendantisme est celui du manque d'infrastructures. Malgré les carences qui puissent exister, la Catalogne –avec environ 7,5 millions d'habitants– dispose de trois importants aéroports commerciaux (la nouvelle terminale de l'aéroport de Barcelone, exceptionnellement moderne, a été inaugurée en 2009) et de deux ports de grand niveau international. Les quatre capitales de province (Barcelone, Tarragone, Gérone et Lleida) sont unies par le TGV. Et les villes catalanes disposent d'équipements sportifs et culturels avec lesquels peu de régions au monde, même les plus riches, peuvent se comparer.

### ***- Les agressions à la langue catalane***

En Catalogne, l'espagnol et le catalan ont été des langues qui ont coexisté pendant des siècles (par exemple, le grand poète et traducteur espagnol de la Renaissance, Juan Boscán, était catalan), et sont aujourd'hui des langues officielles, tout comme l'aranais dans la comarque du Val d'Aran. Grâce à la démocratie espagnole et à l'autogouvernement, la langue catalane a fait des progrès extraordinaires dans tous les domaines de la vie sociale, culturelle et économique, et jamais dans l'histoire le catalan a été parlé par un nombre si élevé de personnes. Le discours victimiste de la Generalitat ne se justifie pas.

## **4. LE PROCESSUS N'EST PAS POSITIF POUR LES CATALANS**

Les risques d'une hypothétique indépendance et du processus vers sa consécution, qui est déjà commencé, nous placent dans un scénario d'incertitude et de tension. Au fur et à mesure qu'il absorbe les débats et les énergies, on n'aborde pas les problèmes économiques et sociaux subis par la société catalane.

À niveau international, on offre une vision de la Catalogne qui ne se correspond pas avec la pluralité de sa société civile. Et bien que l'on annonce que l'objectif principal de la



consultation programmée pour le 9 novembre 2014 est de connaître l'opinion des catalans, le gouvernement de la Generalitat travaille avec une seule possibilité: il se prépare pour l'indépendance.

En ce qui concerne la sécession de la Catalogne, on doit dire que, au contraire de l'opinion soutenue par la propagande nationaliste, elle provoquerait une situation qui nuirait gravement les intérêts matériels des catalans. Parmi les débats académiques, la conclusion principale est que la réduction du PIB catalan serait substantielle, même dans l'improbable cas de rupture amicale.

En somme, l'indépendance nous transformerait en une société isolée et plus pauvre, qui renoncerait à participer dans des projets communs avec le reste de l'Espagne et de l'Europe, et qui briserait les liens, pas uniquement économiques, mais aussi sociaux et affectifs, que les catalans avons avec le reste d'espagnols et d'européens.

## **5. ET CONSTITUE UNE COACTION INACCEPTABLE À UN PAYS DEMOCRATIQUE**

L'Espagne est un État démocratique intégré à tous effets dans l'Union Européenne et dans l'ordre international. Aucun processus qui établisse même comme une hypothèse la rupture de la légalité n'est admissible. La Constitution espagnole peut se réformer, les lois peuvent être modifiées et les conflits politiques peuvent se résoudre à travers le dialogue et la négociation, mais ce qui n'est pas négociable est l'accomplissement de la loi et le respect pour les règles de fonctionnement de l'État démocratique.

Quel pays démocratique accepterait la scission d'une part de son territoire avec une base sociale aussi insuffisante et conjoncturelle? Malgré ses défauts, l'Espagne est aujourd'hui une démocratie consolidée, un État de Droit et un pays libre au sein d'une Europe qui avance vers son union. Nous ne nions pas les grands problèmes d'aujourd'hui. Par contre, nous pensons que, une fois surmontées les phases les plus terribles de la crise économique, l'Espagne devrait prendre soin des inquiétudes des citoyens pour conformer un pays meilleur.

**Le Conseil de Direction de Societat Civil Catalana.**

Barcelone, mai 2014.